A°. 1910. № 22.



PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van de op 3 November 1906 te Berlijn *ook namens* Nederland *onderteekende internationale radiotelegraafovereenkomst met daarbij behoorende aanvullingsverbintenis en slotprotocol.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 12 Mei 1910, Afd. A4, No. 61/125, waaruit blijkt, dat, volgens verklaring van de Nederlandsche aan de Duitsche Regeering afgelegd, de kolonie *Curaçao* met ingang van 1 Juni 1910 tot de op 3 November 1906 te *Berlijn* gesloten internationale radiotelegraafovereenkomst met daarbij behoorende aanvullingsverbintenis is toegetreden;

BESLUIT:

Te bepalen, dat bovenvermelde overeenkomst met daarbij behoorende aanvullingsverbintenis en slotprotocol zal worden afgekondigd, door plaatsing van dit besluit met den daaraan gehechten afdruk dier stukken en van de vertaling daarvan in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 1n. Juni 1910.

NUYENS.

De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Uitgegeven den 10n. Juni 1910.
De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Convention Radiotélégraphique Internationale conclue entre l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède, la Turquie et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Berlin, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

Article 1er.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations radiotélégraphiques — stations côtières et stations de bord — ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer qui sont établies ou exploitées par les Parties contractantes.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

Article 2.

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

Article 3.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues

d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Article 4.

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique restreinte déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures assurant un échange rapide entre les stations côtières et le réseau télégraphique.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaisance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article 1er, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront spécifiées dans le Réglement.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1er, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

Article 8.

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

Article 9.

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par

priorité absolue les appels de détresse provenant des navires, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

Article 10.

La taxe totale des radiotélégrammes comprend :

1º la taxe afférente au parcours maritime, savoir:

a) la ,,taxe côtière'' qui appartient à la station côtière,

b) la ,,taxe de bord'' qui appartient à la station de bord.

2º la taxe pour la transmission sur les lignes du réseau télégraphique calculée d'après les règles générales.

Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont relève la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont le navire porte le pavillon.

Chacune de ces deux taxes doit être fixée suivant le tarif par mot pur et simple, avec minimum facultatif de taxe par radiotélégramme, sur la base de la rémunération équitable du travail radiotélégraphique. Chacune d'elles ne peut dépasser un maximum à fixer par les Hautes Parties contractantes.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'autoriser des taxes supérieures à ce maximum dans le cas de stations d'une portée dépassant 800 kilomètres, ou de stations exceptionnellement onéreuses en raison des conditions matérielles de leur installation et de leur exploitation.

Pour les radiotélégrammes originaires ou à destination d'un pays et échangés directement avec les stations côtières de ce pays, les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaissance des taxes applicables à la transmission sur les lignes de leurs réseaux télégraphiques. Ces taxes sont celles qui résultent du principe que la station côtière doit être considérée comme station d'origine ou de destination.

Article 11.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Réglement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente Convention et du Réglement

y relatif peuvent être à toute époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ou de simples conférences administratives, selon qu'il s'agira de la Convention ou du Règlement, auront lieu périodiquement; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Article 12.

Ces conférences sont composées de délégués des Gouvernements des Pays contractants.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Si un Gouvernement adhère à la Convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considéré comme formant un pays pour l'application de l'alinéa précédent. Toutefois le nombre des voix dont dispose un Gouvernement, y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

Article 13.

Un Bureau international est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la Convention et au Règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale.

Les frais de cette institution sont supportés par tous les Pays contractants.

Article 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un Pays contractant ou accepté en transit par l'Administration d'un Pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'Administration d'un Pays contractant en a accepté le dépôt ou si l'Administration d'un Pays contractant l'a accepté en transit d'un Pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un Pays non contractant.

Article 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1er.

Article 16.

Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

Article 17.

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention télégraphique internationale de St.-Pétersbourg du 10/22 juillet 1875 sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

Article 18.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécution, soit de la présente Convention, soit du Réglement prévu par l'article 11, la question en litige peut, d'un commun accord, être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant éga-

lement désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international prévu à l'article 13.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Pays relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégraphiques non prévues à l'article 1 et, notamment, aux installations navales et militaires, lesquelles restent soumises uniquement aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations font de la correspondance publique, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du Réglement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

Article 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er Juillet 1908, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Parties contractantes, la Convention reste en vigueur.

Article 23.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plenipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement Impérial d'Allemagne et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Berlin, le 3 novembre 1906.

Pour l'Allemagne :

KRAETKE.
SYDOW.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

CHARLEMAGNE TOWER.
H. N. MANNEY.
JAMES ALLEN.
JOHN I. WATERBURY.

Pour l'Argentine :

J. OLMI.

Pour l'Autriche :

BARTH.
FRIES.

Pour la Hongrie :

PIERRE DE SZALAY.
DR. DE HENNYEY.
HOLLÓS.

Pour la Belgique :

F. DELARGE.
E. BUELS.

Pour le Brésil :

CESAR DE CAMPOS.

Pour la Bulgarie :

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili :

J. Muñoz Hurtado.
J. Mery.

Pour le Danemark :

N. R. Meyer.
I. A. Voehtz.

Pour l'Espagne :

Ignacio Murcia.
Ramón Estrada.
Rafael Rávena.
Isidro Calvo.
Manuel Noríega.
Antonio Peláez-Campomanes.

Pour la France :

J. Bordelongue.
L. Gaschard.
Boulanger.
A. Devos.

Pour la Grande Bretagne :

H. Babington Smith.
A. E. Bethell.
R. L. Hippisley.

Pour la Grèce :

T. Argyropoulos.

Pour l'Italie :

J. Colombo.

Pour le Japon:

Osuke Asano.
Rokure Yashiro.
Shunkichi Kimura.
Ziro Tanaka.
Saburo Hyakutake.

Pour le Mexique:

José M. Pérez.

Pour Monaco:

J. Depelley.

Pour la Norvège:

Heftye.
O. T. Eidem.

Pour les Pays-Bas:

Kruijt.
Perk.
Hoven.

Pour la Perse:

Hovhannès Khan.

Pour le Portugal:

Paulo Benjamin Cabral.

Pour la Roumanie:

Gr. Cerkez.

Pour la Russie:

A. Eichholz.
A. Euler.
Victor Bilibine.
A. Remmert.
W. Kédrine.

Pour la Suède:

Herman Rydin.
A. Hamilton.

Pour la Turquie:

Nazif Bey.

Pour l'Uruguay:

F. A. Costanzo.

ENGAGEMENT ADDITIONNEL.

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Chili, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de Monaco, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Roumanie, de la Russie, de la Suède, de la Turquie, de l'Uruguay s'engagent à appliquer à partir de la date de la mise en vigueur de la Convention les dispositions des articles additionnels suivants :

I.

Chaque station de bord visée à l'article 1er de la Convention sera tenue d'intercommuniquer avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté respectivement par ces stations.

II.

Les Gouvernements qui n'ont pas adhéré à l'article ci-dessus peuvent, à toute époque, faire connaître, en adoptant la procédure indiquée, à l'article 16 de la Convention, qu'ils s'engagent à en appliquer les dispositions.

Ceux qui ont adhéré à l'article ci-dessus peuvent, à toute époque, faire connaître, dans les conditions prévues à l'article 22 de la Convention, leur intention de cesser d'en appliquer les dispositions.

III.

Le présent engagement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent engagement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement Impérial d'Allemagne et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Berlin, le 3 novembre 1906.

Pour l'Allemagne:

KRAETKE.
SYDOW.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Charlemagne Tower.
H. N. Manney.
James Allen.
John I. Waterbury.

Pour l'Argentine:

J. Olmi.

Pour l'Autriche:

Barth.
Fries.

Pour la Hongrie:

Pierre de Szalay.
Dr. de Hennyey.
Hollós.

Pour la Belgique:

F. Delarge.
E. Buels.

Pour le Brésil:

Cesar de Campos.

Pour la Bulgarie:

Iv. Stoyanovitch.

Pour le Chili:

J. Muñoz Hurtado.
J. Mery.

Pour le Danemark:

N. R. Meyer.
I. A. Voehtz.

Pour l'Espagne:

Ignacio Murcia.
Ramón Estrada.
Rafael Rávena.
Isidro Calvo.
Manuel Noríega.
Antonio Peláez-Campomanes.

Pour la France:

J. Bordelongue.
L. Gaschard.
Boulanger.
A. Devos.

Pour la Grèce:

T. Argyropoulos.

Pour Monaco:

J. Depelley.

Pour la Norvège:

Heftye.
O. T. Eidem.

Pour les Pays-Bas:

Kruijt.
Perk.
Hoven.

Pour la Roumanie:

Gr. Cerkez.

Pour la Russie:

A. Eichholz.
A. Euler.
Victor Bilibine.
A. Remmert.
W. Kédrine.

Pour la Suède:

HERMAN RYDIN.
A. HAMILTON.

Pour la Turquie.

NAZIF BEY.

Pour l'Uruguay:

F. A. COSTANZO.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radiotélégraphique internationale de Berlin, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'à la Conférence prochaine le nombre des voix dont chaque pays dispose (article 12 de la Convention) sera décidé au début des délibérations de manière que les colonies, possessions ou protectorats, admis à bénéficier de voix puissent exercer leur droit de vote au cours de tous les travaux de cette Conférence.

La décision prise aura un effet immédiat et restera en vigueur jusqu'à sa modification par une Conférence ultérieure

En ce qui concerne la prochaine Conférence, les demandes tendant à l'admission de nouvelles voix en faveur de colonies, possessions ou protectorats qui auraient adhéré à la Convention seront adressés au Bureau international six mois au moins

avant la date de la réunion de cette Conférence. Ces demandes seront immédiatement notifiées aux autres Gouvernements contractants qui pourront, dans un délai de deux mois, à partir de la remise de la notification, formuler des demandes semblables.

II.

Chaque Gouvernement contractant peut se réserver la faculté de désigner, suivant les circonstances, certaines stations côtières qui seront exemptées de l'obligation, imposée par l'article 3 de la Convention sous la condition que, dès l'application de cette mesure, il soit ouvert sur son territoire une ou plusieurs stations soumises aux obligations de l'article 3, et assurant le service radiotélégraphique dans la région desservie par les stations exemptées d'une manière satisfaisant aux besoins de la correspondance publique. Les Gouvernements qui désirent se réserver cette faculté doivent en donner notification dans la forme prévue au deuxième alinéa de l'article 16 de la Convention, au plus tard trois mois avant la mise en vigueur de la Convention ou, dans le cas d'adhésions ultérieures, au moment de l'adhésion.

Les Pays dont les noms suivent déclarent, dès à présent, qu'ils ne se réserveront pas cette faculté :

Allemagne,
Etats-Unis d'Amérique,
Argentine,
Autriche,
Hongrie,
Belgique,
Brésil,
Bulgarie,
Chili,
Grèce,
Mexique,
Monaco,
Norvège,
Pays-Bas,
Roumanie,
Russie,
Suède,
Uruguay,

III.

Le mode d'exécution des dispositions de l'article précédent dépend du Gouvernement qui se sert de la faculté d'exemption; ce Gouvernement a pleine liberté de décider de temps en temps, suivant son propre jugement, combien de stations et quelles stations seront exemptées. Ce Gouvernement a la même liberté en ce qui concerne le mode d'exécution de la condition relative à l'ouverture d'autres stations soumises aux obligations de l'article 3 et assurant le service radiotélégraphique dans la région desservie par les stations exemptées d'une manière satisfaisant aux besoins de la correspondance publique.

IV.

Il est entendu qu'afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions de l'article 3 de la Convention n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu toutefois que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

V.

L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un pays ayant des colonies, possessions ou protectorats ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de la part de ce Gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou chacun d'eux séparément peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues aux articles 16 et 22 de la Convention.

Il est entendu que les stations à bord de navires ayant leur port d'attache dans une colonie, possession ou protectorat peuvent être désignées comme relevant de l'autorité de cette colonie, possession ou protectorat.

VI.

Il est pris acte de la déclaration suivante :

La délégation italienne en signant la Convention doit toutefois faire la réserve que la Convention ne pourra être ratifiée

de la part de l'Italie qu'à la date de l'expiration de ses contrats avec M. Marconi et sa Compagnie, ou à une date plus rapprochée si le Gouvernement du Roi d'Italie pourra la fixer par des négociations avec M. Marconi et sa Compagnie.

VII.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les parties qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement Impérial d'Allemagne et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Berlin, le 3 novembre 1906.

Pour l'Allemagne :

Kraetke.
Sydow.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Charlemagne Tower.
H. N. Manney.
James Allen.
John I. Waterbury.

Pour l'Argentine :

J. Olmi.

Pour l'Autriche :

Barth.
Fries.

Pour la Hongrie :

Pierre de Szalay.
Dr. de Hennyey.
Hollós.

Pour la Belgique :

F. Delarge.
E. Buels.

Pour le Brésil :

Cesar de Campos.

Pour la Bulgarie :

Iv. Stoyanovitch.

Pour le Chili :

J. Muñoz Hurtado.
J. Mery.

Pour le Danemark :

N. R. Meyer.
I. A. Voehtz.

Pour l'Espagne :

Ignacio Murcia.
Ramón Estrada.
Rafael Rávena.
Isidro Calvo.
Manuel Noríega.
Antonio Peláez-Campomanes.

Pour la France :

J. Bordelongue.
L. Gaschard.
Boulanger.
A. Devos.

Pour la Grande Bretagne :

H. Babington Smith.
A. E. Bethell.
R. L. Hippisley.

Pour la Grèce :

T. Argyropoulos.

Pour l'Italie :

J. Colombo.

Pour le Japon:

Osuke Asano.
Rokure Yashiro.
Shunkichi Kimura.
Ziro Tanaka.
Saburo Hyakutake.

Pour le Mexique:

José M. Pérez.

Pour Monaco:

J. Depelley.

Pour la Norvège:

Heftye.
O. T. Eidem.

Pour les Pays-Bas:

Kruijt.
Perk.
Hoven.

Pour la Perse:

Hovhannès Khan.

Pour le Portugal:

Paulo Benjamin Cabral.

Pour la Roumanie:

Gr. Cerkez.

Pour la Russie:

A. Eichholz.
A. Eulær.
Victor Bilibine.
A. Remmert.
W. Kédrine.

Pour la Suède:

Herman Rydin.
A. Hamilton.

Pour la Turquie:

Nazif Bey.

Pour l' Uruguay:

F. A. Costanzo.

VERTALING.

Internationale Radiotelegraafovereenkomst gesloten tusschen Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika, Argentinië, Oostenrijk, Hongarije, België, Brazilië, Bulgarije, Chili, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Groot-Britannië, Griekenland, Italië, Japan, Mexico, Monaco, Noorwegen, Nederland, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Zweden, Turkije en Uruguay.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hiervoren genoemde Landen, hebben zich te Berlijn in vergadering vereenigd en in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging de volgende overeenkomst vastgesteld:

Artikel 1.

De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich om de bepalingen van deze overeenkomst toe te passen op alle radiotelegrafische stations — kust- en scheepsstations — welke geopend zijn voor het openbaar verkeer tusschen den vasten wal en schepen in zee en opgericht zijn of geëxploiteerd worden door de contracteerende Partijen.

Zij verbinden zich bovendien, de naleving van deze bepalingen op te leggen aan de bijzondere ondernemingen, die gemachtigd zijn, hetzij tot het oprichten of exploiteeren van radiotelegrafische kuststations, geopend voor het openbaar verkeer tusschen den vasten wal en schepen in zee, hetzij tot het oprichten of exploiteeren van radiotelegrafische stations, al dan niet geopend voor het openbaar verkeer, aan boord van de schepen, die Hare vlag voeren.

Artikel 2.

Onder kuststation wordt verstaan elk radiotelegrafisch station, opgericht aan den vasten wal of aan boord van een schip, dat blijvend voor anker ligt en gebruikt wordt voor het verkeer met schepen in zee.

Elk radiotelegrafisch station, op ieder ander niet vastliggend schip, wordt scheepsstation genoemd.

Artikel 3.

De kuststations en de scheepsstations zijn verplicht wederkeerig de radiotelegrammen te wisselen, ongeacht het radiotelegrafisch systeem, dat door deze stations is aangenomen.

Artikel 4.

Afgezien van het bepaalde bij artikel 3, kan een station worden bestemd voor een beperkten openbaren dienst, welke wordt aangegeven door het doel van het verkeer of door andere van het gebezigde systeem onafhankelijke omstandigheden.

Artikel 5.

Elk der Hooge contracteerende Partijen neemt de verplichting op zich de kuststations met het telegraafnet te doen verbinden door bijzondere draden of althans tot het nemen van andere maatregelen, welke een snel verkeer tusschen de kuststations en het telegraafnet verzekeren.

Artikel 6.

De Hooge contracteerende Partijen geven elkander wederkeerig kennis van de namen der kuststations en der scheepsstations, bedoeld in artikel 1, alsmede van alle aanwijzingen, welke kunnen dienen om het radiotelegrafisch verkeer te vergemakkelijken en te bespoedigen en welke in het Reglement zullen worden omschreven.

Artikel 7.

Elke der Hooge contracteerende Partijen behoudt zich de bevoegdheid voor om te bepalen of toe te laten, dat in de stations, bedoeld in artikel 1, onafhankelijk van de inrichting, waarvan de bijzonderheden, overeenkomstig artikel 6, zijn bekend gemaakt, andere inrichtingen worden gevestigd en geëxploiteerd, ten behoeve van eene bijzondere radiotelegrafische berichtenwisseling, zonder dat de bijzonderheden van deze inrichtingen worden bekend gemaakt.

Artikel 8.

De exploitatie van de radiotelegrafische stations wordt, zooveel mogelijk, zoodanig geregeld, dat de dienst van andere stations van dezelfde soort daardoor niet wordt belemmerd.

Artikel 9.

De radiotelegrafische stations zijn verplicht om met volstrekten voorrang de van schepen afkomstige noodseinen op te nemen, deze seinen te beantwoorden en er het noodige gevolg aan te geven.

Artikel 10.

De geheele taks van de radiotelegrammen omvat:

1º de taks voor den zeeweg, te weten:

a. de „kusttaks", toekomende aan het kuststation,

b. de „scheepstaks", toekomende aan het scheepsstation.

2º de taks voor het overbrengen langs de lijnen van het telegraafnet, berekend naar de algemeene regelen.

Het bedrag van de kusttaks is onderworpen aan de goedkeuring van de Regeering, waaronder het kuststation behoort; dat van de scheepstaks aan de goedkeuring van de Regeering, welker vlag het schip voert.

Elk van deze beide taksen behoort te worden vastgesteld naar het tarief per enkelvoudig woord, onder bevoegdheid om per radiotelegram een minimum-taks te heffen, naar den grondslag van eene billijke vergoeding voor den te verrichten radio-telegrafischen arbeid. Elke van deze beide taksen mag een door de Hooge contracteerende Partijen vast te stellen maximum niet overschrijden.

Echter heeft elk van de Hooge contracteerende Partijen de bevoegdheid om machtiging te verleenen tot het heffen van taksen, hooger dan dit maximum, waar het stations betreft, welke een werkingsfeer van 800 kilometers hebben of voor die stations, welker inrichting en exploitatie buitengewone kosten met zich brengen.

Met betrekking tot de radiotelegrammen, afkomstig van of bestemd voor een land, rechtstreeks met de kuststations van

dit land te wisselen, verstrekken de Hooge contracteerende Partijen elkander opgaaf van de taksen, verschuldigd voor de overbrenging langs de lijnen van hunne telegraafnetten.

Bij de vaststelling van deze taksen moet worden uitgegaan van het beginsel, dat het kuststation moet worden beschouwd als station van afzending of van bestemming.

Artikel 11.

De bepalingen van deze overeenkomst worden aangevuld door een reglement, dat dezelfde bindende kracht heeft en hetwelk terzelfdertijd in werking treedt als deze overeenkomst.

De bepalingen van deze overeenkomst en van het bijbehoorend reglement kunnen te allen tijde in gemeen overleg door de Hooge contracteerende Partijen worden gewijzigd.

Vergaderingen van gevolmachtigden of eenvoudige administratieve vergaderingen, al naar gelang het betreft de overeenkomst of het reglement, zullen op gezette tijden plaats hebben; de plaats en de tijd van elke volgende vergadering wordt door de voorafgaande bepaald.

Artikel 12.

Deze vergaderingen zijn samengesteld uit afgevaardigden van de Regeeringen der contracteerende Landen.

Bij de beraadslagingen beschikt elk Land over één stem.

Indien eene Regeering voor zijne koloniën, bezittingen of protectoraten tot de overeenkomst toetreedt, kunnen de latere vergaderingen beslissen, of, voor de toepassing van de voorafgaande alinea, het geheel of een gedeelte van deze koloniën, bezittingen of protectoraten wordt beschouwd een land te vormen.

Evenwel kan het aantal stemmen, waarover eene Regeering, met inbegrip van hare koloniën, bezittingen of protectoraten beschikt, zes niet te boven gaan.

Artikel 13.

Een internationaal bureel is belast met het verzamelen, rangschikken en openbaar maken van opgaven en inlichtingen van elken aard, betreffende de radiotelegrafie, het onderzoek van de aanvragen om wijziging van de overeenkomst en van het reglement, het bekend maken van de aangenomen wijzigingen en in het algemeen met het verrichten van alle administratieve werkzaamheden, welke in het belang van de interna-

tionale radiotelegrafie aan dit bureel zullen worden opgedragen.

De kosten van deze instelling worden gedragen door alle contracteerende landen.

Artikel 14.

Elk van de Hooge contracteerende Partijen behoudt zich de bevoegdheid voor de voorwaarden vast te stellen, waarop zij de radiotelegrammen toelaat, afkomstig van of bestemd voor een station, hetzij kust–, hetzij scheepsstation, hetwelk niet aan de bepalingen van dit verdrag is onderworpen.

Wanneer een radiotelegram is toegelaten, zijn de gewone taksen daarop van toepassing.

Elk radiotelegram, afkomstig van een scheepsstation en ontvangen door een kuststation van een contracteerend land of in transito aangenomen door de administratie van een contracteerend land, moet worden doorgezonden.

Eveneens geschiedt doorzending van elk voor een schip bestemd radiotelegram, indien de Administratie van een contracteerend land het heeft aangenomen of indien de Administratie van een contracteerend land het in transito van een niet-contracteerend land heeft aangenomen, onder voorbehoud, dat het kuststation het recht zal hebben de overbrenging naar een tot een niet–contracteerend land behoorend scheepsstation te weigeren.

Artikel 15.

De bepalingen van de artikelen 8 en 9 van deze overeenkomst zijn gelijkelijk van toepassing op andere radiotelegrafische inrichtingen, dan die bedoeld in artikel 1.

Artikel 16.

De Regeeringen, die geen deel aan de tegenwoordige overeenkomst hebben genomen, kunnen op hun aanvraag daartoe toetreden.

Deze toetreding wordt langs diplomatieken weg aan de Regeering van het contracteerend land, waar de laatste vergadering is gehouden, en door deze aan al de andere bekend gemaakt.

Die toetreding sluit in zich de aanneming van alle bepalingen en het genot van alle voordeelen bij deze overeenkomst vastgesteld.

Artikel 17.

De bepalingen van de artikelen 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 en 17 der internationale telegraafovereenkomst van St. Petersburg van 10/22 Juli 1875 zijn toepasselijk op de internationale radiotelegrafie.

Artikel 18.

Bij verschil van gevoelen tusschen twee of meer contracteerende Regeeringen omtrent de uitlegging of toepassing, hetzij van deze overeenkomst hetzij van het reglement, bedoeld in artikel 11, kan het geschilpunt, bij gemeen overleg, aan eene scheidsrechterlijke uitspraak worden onderworpen.

In dat geval kiest elk van de betrokken Regeeringen een andere, die bij het geschilpunt geen belanghebbende is.

De scheidsrechters beslissen bij volstrekte meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen, kiezen de scheidsrechters, ter oplossing van het geschil, eene andere contracteerende Regeering, die insgelijks bij de zaak geen belang heeft.

Indien omtrent deze keuze geen overeenstemming wordt verkregen, stelt iedere scheidsrechter eene niet belanghebbende contracteerende Regeering voor; tusschen de voorgestelde Regeeringen beslist het lot. De trekking geschiedt door de Regeering van het land, op welks grondgebied het internationaal bureel, bedoeld bij artikel 13, gevestigd is.

Artikel 19.

De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich die maatregelen te nemen of aan hunne wetgevende lichamen voor te stellen, welke noodig zijn om de uitvoering van deze overeenkomst te verzekeren.

Artikel 20.

De Hooge contracteerende Partijen zullen elkander wederkeering mededeeling doen van de wetten, die in hunne landen reeds zijn, of met betrekking tot deze overeenkomst, zullen worden uitgevaardigd.

Artikel 21.

De Hooge contracteerende Partijen behouden volle vrijheid

met betrekking tot de radiotelegrafische inrichtingen, niet bedoeld in artikel 1, en in het bijzonder met betrekking tot de marine en militaire inrichtingen, welke enkel onderworpen blijven aan de verplichtingen, bedoeld in de artikelen 8 en 9 van deze overeenkomst.

Wanneer deze inrichtingen nochtans aan het openbaar verkeer deelnemen, zijn zij, voor de uitvoering van dezen dienst, onderworpen aan de bepalingen van het reglement, voor zooveel betreft de wijze van overseining en de rekenplichtigheid.

Artikel 22.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 Juli 1908 en blijft van kracht voor onbepaalden tijd en tot één jaar na den dag, waarop zij zal zijn opgezegd.

De opzegging heeft alleen gevolg voor de Regeering, in welker naam zij is geschied. Voor de overige contracteerende Partijen blijft de overeenkomst van kracht.

Artikel 23.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen binnen het korst mogelijk tijdsverloop te Berlijn worden neergelegd.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden de overeenkomst hebben geteekend in eenig exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Keizerlijk Duitsche Regeering en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden toegezonden.

Gedaan te Berlijn, den 3den November 1906.

Voor Duitschland:

KRAETKE.
SYDOW.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

CHARLEMAGNE TOWER.
H. N. MANNEY.
JAMES ALLEN.
JOHN I. WATERBURY.

Voor Argentinië:

J. OLMI.

Voor Oostenrijk:

BARTH.
FRIES.

Voor Hongarije:

PIERRE DE SZALAY.
DR. DE HENNYEY.
HOLLÓS.

Voor België:

F. DELARGE.
E. BUELS.

Voor Brazilië:

CESAR DE CAMPOS.

Voor Bulgarije:

IV. STOYANOVITCH.

Voor Chili:

J. MUÑOZ HURTADO
J. MERY.

Voor Denemarken:

N. R. MEYER.
I. A. VOEHTZ.

Voor Spanje:

IGNACIO MURCIA.
RAMÓN ESTRADA.
RAFAEL RÁVENA.
ISIDRO CALVO.
MANUEL NORÍEGA.
ANTONIO PELÁEZ-CAMPOMANES.

Voor Frankrijk:

J. Bordelongue.
L. Gaschard.
Boulanger.
A. Devos.

Voor Groot-Britanië:

H. Babington Smith.
A. E. Bethell.
R. L. Hippisley.

Voor Griekenland:

T. Argyropoulos.

Voor Italië:

J. Colombo.

Voor Japan:

Osuke Asano.
Rokure Yaschiro,
Sunkichi Kimura.
Ziro Tanaka.
Saburo Hyakutake.

Voor Mexico:

José M. Pérez.

Voor Monaco:

J. Depelley.

Voor Noorwegen:

Heftye.
O. Ţ. Eidem.

Voor Nederland:

Kruijt.
Perk.
Hoven.

Voor Perzië:

HOVHANNÈS KHAN.

Voor Portugal:

PAULO BENJAMIN CABRAL.

Voor Rumenië:

GR. CERKEZ.

Voor Rusland:

A. EICHHOLZ.
A. EULER.
VICTOR BILIBINE.
A. REMMERT.
W. KÉDRINE.

Voor Zweden:

HERMAN RYDIN.
A. HAMILTON.

Voor Turkije:

NAZIF BEY.

Voor Uruguay:

F. A. COSTANZO.

AANVULLINGSVERBINTENIS.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen van Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika, Argentinië, Oostenrijk, Hongarije, België, Brazilië, Bulgarije, Chili, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Griekenland, Monaco,

Noorwegen, Nederland, Rumenië, Rusland, Zweden, Turkije, Uruguay

verbinden zich om, te rekenen van de inwerkingtreding van de overeenkomst, de bepalingen van de navolgende aanvullingsartikelen toe te passen:

I.

Elk scheepsstation, bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst, is gehouden met elk ander scheepsstation in verbinding te treden, ongeacht het radiotelegrafisch systeem, dat respectievelijk door deze stations is aangenomen.

II.

De Regeeringen, die niet tot vorenstaand artikel zijn toegetreden, kunnen op elk tijdstip, op de wijze, aangegeven in artikel 16 van de overeenkomst, kenbaar maken, dat zij zich verbinden de bepalingen er van toe te passen.

Zij, die tot bovenstaand artikel zijn toegetreden, kunnen op elk tijdstip, op de voorwaarden, bedoeld bij artikel 22 van de overeenkomst, hun voornemen te kennen geven om de bepalingen er van niet langer toe te passen.

III.

De verbintenis zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen binnen het kortst mogelijk tijdsverloop te Berlijn worden neergelegd.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden deze verbintenis hebben geteekend in eenig exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Keizerlijk Duitsche Regeering en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden toegezonden.

Gedaan te Berlijn, den 3den November 1906.

Voor Duitschland:

KRAETKE.

SYDOW.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

Charlemagne Tower.
H. N. Manney.
James Allen.
John I. Waterbury.

Voor Argentinië:

J. Olmi.

Voor Oostenrijk:

Barth.
Fries.

Voor Hongarije:

Pierre de Szalay.
Dr. de Henney.
Hollós.

Voor België:

F. Delarge.
E. Buels.

Voor Brazilië:

Cesar de Campos.

Voor Bulgarije:

Iv. Stoyanovitch.

Voor Chili:

J. Muñoz Hurtado.
J. Mery.

Voor Denemarken:

N. R. Meyer.
I. A. Voehtz.

Voor Spanje:

IGNACIO MURCIA.
RAMÓN ESTRADA.
RAFAEL RÁVENA.
ISIDRO CALVO.
MANUEL NORÍEGA.
ANTONIO PELÁEZ-CAMPOMANES.

Voor Frankrijk:

J. BORDELONGUE.
L. GASCHARD.
BOULANGER.
A. DEVOS.

Voor Griekenland:

T. ARGYROPOULOS.

Voor Monaco:

J. DEPELLEY.

Voor Noorwegen:

HEFTYE.
O. T. EIDEM.

Voor Nederland:

KRUIJT.
PERK.
HOVEN.

Voor Rumenië:

GR. CERKEZ.

Voor Rusland:

A. EICHHOLZ.
A. EULER.
VICTOR BILIBINE.
A. REMMERT.
W. KÉDRINE.

Voor Zweden:

HERMAN RYDIN.
A. HAMILTON.

Voor Turkije:

NAZIF BEY.

Voor Uruguay:

F. A. COSTANZO.

SLOTPROTOCOL.

Bij het overgaan tot de onderteekening van de overeenkomst, vastgesteld door de internationale vergadering voor radiotelegrafie te Berlijn, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden overeengekomen omtrent hetgeen hierna volgt:

I.

De Hooge contracteerende Partijen komen overeen, dat op de eerstvolgende vergadering het aantal stemmen, waarover elk land beschikt (artikel 12 van de overeenkomst) zal worden vastgesteld bij den aanvang der beraadslagingen, zoodat de koloniën, bezittingen of protectoraten, welke toegelaten zijn hun stem uit te brengen, hun stemrecht kunnen uitoefenen gedurende den geheelen arbeid van die vergadering.

De genomen beslissing treedt onmiddellijk in werking en blijft van kracht tot hare wijziging door eene latere vergadering.

Wat de eerstvolgende vergadering betreft, moeten de aanvragen, strekkende tot het verkrijgen van nieuwe stemmen voor de tot de overeenkomst toegetreden koloniën, bezittingen of protectoraten, gericht worden aan het internationaal Bureel, ten minste zes maanden vóór den datum der bijeenkomst van die vergadering.

Deze aanvragen zullen onmiddellijk ter kennis worden gebracht van de andere contracteerende Regeeringen, die binnen twee maanden te rekenen van het tijdstip van ontvangst der kennisgeving, gelijksoortige aanvragen zullen kunnen indienen.

II.

Elke contracteerende Regeering kan zich de bevoegdheid voorbehouden om, naar omstandigheden, bepaalde kuststations aan te wijzen, die van de bij artikel 3 van het verdrag opgelegde verplichting zullen zijn vrijgesteld, op voorwaarde, dat van het oogenblik der toepassing van dezen maatregel af, op Haar grondgebied wordt overgegaan tot openstelling van een of meerdere stations, onderworpen aan de verplichtingen van artikel 3, welke den radiotelegrafischen dienst, binnen het gebied door de vrijgestelde stations bediend, verzekeren op eene wijze, die aan de behoeften van het openbaar verkeer voldoet. De Regeeringen, die zich deze bevoegdheid wenschen voor te behouden, behooren, op de in de 2de alinea van artikel 16 van het verdrag voorgeschreven wijze, daarvan kennis te geven, uiterlijk drie maanden vóór het in werking treden van de overeenkomst, of, ingeval van latere toetreding, op het oogenblik der toetreding.

De hierna genoemde Landen verklaren reeds thans, dat zij zich deze bevoegdheid niet zullen voorbehouden:

Duitschland,
Vereenigde Staten van Amerika,
Argentinië,
Oostenrijk,
Hongarije,
België,
Brazilië,
Bulgarije,
Chili,
Griekenland,
Mexico,
Monaco,
Noorwegen,
Nederland,
Rumenië,
Rusland,
Zweden,
Uruguay.

III.

De wijze van uitvoering der bepalingen van het voorafgaande artikel wordt overgelaten aan de Regeering, die van de bevoegdheid tot vrijstelling gebruik maakt; deze Regeering heeft de volle vrijheid om naar eigen inzicht van tijd tot tijd te bepalen, hoeveel en welke stations zullen worden vrijgesteld.

Deze Regeering heeft gelijke vrijheid met betrekking tot de wijze van uitvoering van de voorwaarde betreffende de openstelling van andere aan de verplichtingen van artikel 3 onderworpen stations, welke den radiotelegrafischen dienst binnen het gebied door andere radiotelegrafische stations bediend, zoodanig verzekeren, dat in de behoefte van het openbaar verkeer voldoende wordt voorzien.

IV.

Ten einde de vorderingen der wetenschap niet te belemmeren, zijn uiteraard de bepalingen van artikel 3 van het verdrag geen beletsel om eventueel een radiotelegrafisch systeem te gebruiken, ongeschikt om in gemeenschap te treden met stations van andere systemen, op voorwaarde echter, dat de ongeschiktheid te wijten is aan den bijzonderen aard van het systeem en dat zij niet het gevolg zij van een gewijzigde inrichting, uitsluitend aangenomen om de onderlinge gemeenschap te beletten.

V.

De toetreding tot de overeenkomst door de Regeering van een land, hetwelk koloniën, bezittingen of protectoraten heeft, sluit niet in zich toetreding van zijne koloniën, bezittingen of protectoraten, tenzij deze Regeering zich dienaangaande uitdrukkelijk verklaart

Voor de koloniën, bezittingen en protectoraten gezamenlijk of voor elk van deze afzonderlijk kan, op de voorwaarden, bedoeld in de artikelen 16 en 22 van de overeenkomst, toetreding of uittreding plaats vinden.

Aangenomen wordt, dat de stations aan boord van schepen, welke hunne haven van afvaart in een kolonie, bezitting of protectoraat hebben, kunnen worden gerekend als te behooren onder het gezag van deze kolonie, bezitting of protectoraat.

VI.

Er wordt acte genomen van de volgende verklaring:

De Italiaansche delegatie moet bij het teekenen van de overeenkomst evenwel het voorbehoud maken, dat de overeenkomst namens Italië niet eerder zal kunnen worden bekrachtigd dan op den datum, waarop hare contracten met den heer MARCONI en zijne Maatschappij afloopen, of wel op een vroegeren datum indien de Koninklijke Italiaansche Regeering dezen door onderhandelingen met den heer MARCONI en zijne Maatschappij zal kunnen vaststellen.

VII.

Ingeval een of meerdere der Hooge contracteerende Partijen de overeenkomst niet zouden bekrachtigen, zal deze niet minder geldend zijn voor de partijen, die haar wel hebben bekrachtigd.

Ter oorkonde waarvan de hieronder vermelde gevolmachtigden dit slotprotocol hebben opgemaakt, hetwelk dezelfde kracht en dezelfde geldigheid zal hebben, als wanneer de bepalingen daarvan waren opgenomen in den inhoud zelven van de overeenkomst, waarop het betrekking heeft en hebben zij het geteekend in eenig exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Keizerlijke Duitsche Regeering en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden toegezonden.

Gedaan te Berlijn, den 3den November 1906.

Voor Duitschland:

KRAETKE.
SYDOW.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

CHARLEMAGNE TOWER.
H. N. MANNEY.
JAMES ALLEN.
JOHN I. WATERBURY.

Voor Argentinië:

J. OLMI.

Voor Oostenrijk:

BARTH.
FRIES.

Voor Hongarije:

Pierre de Szalay.
Dr. de Hennyey.
Hollós.

Voor België:

F. Delarge.
E. Buels.

Voor Brazilië:

Cesar de Campos.

Voor Bulgarije:

Iv. Stoyanovitch.

Voor Chili:

J. Muñoz Hurtado.
J. Mery.

Voor Denemarken:

N. R. Meyer.
I. A. Voehtz.

Voor Spanje:

Ignacio Murcia.
Ramón Estrada.
Rafael Rávena.
Isidro Calvo.
Manuel Noríega.
Antonio Peláez-Campomanes.

Voor Frankrijk:

J. Bordelongue.
L. Gaschard.
Boulanger.
A. Devos.

Voor Groot-Britanië:

H. Babington Smith.
A. E. Bethell.
R. L. Hippisley.

Voor Griekenland:

T. Argyropoulos.

Voor Italië:

J. Colombo.

Voor Japan:

Osuke Asano.
Rokure Yaschiro,
Sunkichi Kimura.
Ziro Tanaka.
Saburo Hyakutake.

Voor Mexico:

José M. Pérez.

Voor Monaco:

J. Depelley.

Voor Noorwegen:

Heftye.
O. T. Eidem.

Voor Nederland:

Kruijt.
Perk.
Hoven.

Voor Perzië:

Hovhannès Khan.

Voor Portugal:

PAULO BENJAMIN CABRAL.

Voor Rumenië:

GR. CERKEZ.

Voor Rusland:

A. EICHHOLZ.
A. EULER.
VICTOR BILIBINE.
A. REMMERT.
W. KÉDRINE.

Voor Zweden:

HERMAN RYDIN.
A. HAMILTON.

Voor Turkije:

NAZIF BEY.

Voor Uruguay:

F. A. COSTANZO.